

LISTE DES RECOMMANDATIONS

R1. Mettre en place un comité stratégique de l'expertise sous la présidence effective du secrétaire général et associant les directeurs d'administration centrale et des principaux établissements publics, afin de définir les besoins d'expertise, interne et externe, immédiats et en prévision à échéance de 5 et 10 ans, pour définir et mettre en œuvre les politiques du ministère.

Charger la commission d'orientation et de suivi de l'expertise (COSE) de la déclinaison opérationnelle en terme de gestion prévisionnelle de l'identification des besoins d'expertise et de compétences rares et précieuses réalisée par le comité stratégique.

R2. Confier à la DGER, en extension du rôle qu'elle joue d'ores et déjà vis-à-vis de l'INRAE, une mission de coordination et de mise en synergie de l'expertise scientifique et technique apportée par les établissements de recherche, d'enseignement supérieur, d'expertise, voire de développement, pour satisfaire au mieux les besoins d'expertise externe exprimés par le comité stratégique de l'expertise.

R3. Utiliser les formations complémentaires par la recherche et les recrutements sur titres et travaux pour satisfaire les besoins de remplacement ou de développement d'expertise interne identifiés respectivement à moyen et à court terme.

Pour cela charger la commission d'orientation et de suivi de l'expertise (COSE) de déterminer les domaines dans lesquels il est souhaitable que les formations complémentaires par la recherche (FCPR) permettent d'acquérir des compétences et les spécialités dans lesquelles des concours sur titres devraient être ouverts.

R4. Faire évoluer la nomenclature des reconnaissances par la commission d'orientation et de suivi de l'expertise (COSE) en distinguant une filière « expert / expert senior » orientée vers l'expertise scientifique et technique et une filière « spécialiste / spécialiste senior » orientée vers les compétences rares et précieuses, y compris non techniques, sans hiérarchie entre elles.

R5. Désigner un, et de préférence deux, inspecteur ou ingénieur chargé d'appui aux personnes et aux structures (IGAPS) référent expertise, membre de la COSE et chargé de coordonner l'action du réseau d'appui aux personnes et aux structures (RAPS) sur cette thématique, notamment dans la cotation des postes occupés par des personnes reconnues par la commission d'orientation et de suivi de l'expertise (COSE), l'examen de leur dossier de promotion et l'identification des agents susceptibles d'être intéressés par une carrière répondant à un besoin d'expertise identifié par le ministère.

R6. Mettre en place une animation du réseau des experts et spécialistes afin de favoriser le partage de bonnes pratiques et l'appropriation par ses membres de valeurs communes au bénéfice du ministère.

Rendre ce réseau visible pour augmenter son pouvoir d'attraction et le recours à l'appui de ses membres.